

Pour en finir avec les pesticides, il faut aussi des agriculteurs dans les champs

6 février 2019 / Cécile Détang-Dessendre et Xavier Reboud (The Conversation)



L'usage des pesticides en agriculture accompagne le mouvement de simplification des techniques et d'accroissement de la taille des exploitations (souvent morcelées). Les auteurs de cette tribune expliquent pourquoi la réduction de cet usage passe nécessairement par le maintien des agriculteurs sur le territoire.

Cécile Détang-Dessendre est directrice de recherche en économie, Institut national de la recherche agronomique (Inra). Xavier Reboud est chercheur en agroécologie, Inra.

Lancé en 2008 à la suite du Grenelle de l'environnement, le plan gouvernemental **Ecophyto** proposait de réduire drastiquement l'usage des produits phytosanitaires dans l'agriculture française. Son objectif initial — réduire de moitié en dix ans l'utilisation de ces produits —, a été repoussé à 2025 avec la nouvelle mouture du plan (**Ecophyto II** de 2015). Il est encore très loin d'être atteint.

En juillet 2018, plusieurs ministères ont réaffirmé son importance, en présentant les grandes lignes d'un **renforcement de ce plan d'action**. La recherche et le transfert des résultats vers les agriculteurs sont au cœur de ce plan, qui durcit également les dérogations aux interdictions de mise en marché des pesticides — dont le très controversé glyphosate et les néonicotinoïdes.

Un élément n'est cependant jamais évoqué : depuis trois décennies, les exploitations agricoles s'agrandissent et en conséquence cherchent à simplifier les pratiques, ce à quoi les pesticides contribuent. La mise en œuvre de pratiques permettant la réduction de l'usage des pesticides (travail du sol, rotation des cultures, infrastructures écologiques...) est alors rendue difficile : elle nécessite plus de travail et complexifie les pratiques.

Des exploitations agricoles morcelées

De 1980 à 2014, la population active agricole est passée de **8 % à 2,8 %** de la population active totale ; le nombre d'exploitations **continue, lui, de diminuer** à un rythme de 2,5 à 3 % par an pour atteindre, en 2014, 419.000. La part des fermes de plus de 100 hectares est particulièrement marquée parmi les exploitations de **grandes cultures** — céréales, oléoprotéagineux (plantes dont les graines sont riches en huile et en protéines) et cultures industrielles.

Le morcellement des exploitations reste toutefois important, pour de multiples raisons : entre autres, la gestion des successions, l'urbanisation et la spéculation foncière. Cette fragmentation résiste à une **politique foncière** qui vise à la limiter par le **remembrement**, l'aménagement foncier ou encore l'action des Safer (sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural) dont le rôle est de réguler le marché des terres agricoles.

Avec moins d'agriculteurs sur le territoire, les champs dont ils ont la charge sont à la fois plus grands et plus loin du siège de l'exploitation.

Pour produire des céréales, l'agriculteur a besoin de terre, mais aussi de capital ; essentiellement sous forme de matériels, de travail et de « consommations intermédiaires » — notamment d'énergie, de fertilisants azotés et de produits phytosanitaires.

Malgré l'agrandissement des exploitations en grandes cultures, le travail familial mobilisé par exploitation n'a quasiment pas augmenté, le salariat permanent s'est maintenu et le travail saisonnier a **fortement diminué**. Une partie de cette diminution de la main-d'œuvre rapportée à l'hectare cultivé est compensée par l'externalisation de certaines opérations et le recours à des entreprises agricoles, notamment pour le travail mécanique.

Productivité en hausse

Parallèlement, la productivité du travail continue d'augmenter : les heures de travail mobilisées pour exploiter un hectare ont diminué de 20 % entre 2000 et 2010. Ces gains de productivité — les rendements ont quadruplé en **six décennies** — ont été soutenus par l'amélioration des variétés, l'usage de la chimie et la mécanisation des pratiques.

L'utilisation croissante de pesticides depuis les années 1960 est attestée par les volumes globaux vendus. Les quantités épandues ont augmenté jusqu'en 1990 avant de stagner. Depuis le début des plans Ecophyto, les volumes de pesticides utilisés n'ont pas véritablement amorcé de baisse. Une succession de particularités climatiques défavorables, entraînant le développement de maladies, ont même pu conduire à une **augmentation récente**. Par exemple, les précipitations importantes aux printemps 2015 et 2016 ont entraîné le développement de maladies comme la rouille sur le blé.

Les innovations en machinisme ont aussi soutenu la hausse de la demande et supporté les gains de productivité de la terre et du travail. À titre d'illustration, une moissonneuse-batteuse pouvait récolter en une heure environ 7 tonnes en 1954, 70 tonnes en 2006 et plus de 100 tonnes à présent.

Une affaire de distance

De nombreuses pratiques souvent qualifiées de « raisonnées », comme la réalisation régulière d'une analyse de sol pour ajuster son plan de fertilisation, reposent sur l'application de la « bonne mesure, au bon moment et au bon endroit ».

Elles s'appuient donc en premier lieu sur l'observation et le positionnement optimal des interventions. Un agriculteur viendra juger de l'état sec ou détrempé du sol pour décider de venir passer une herse. Il viendra constater l'évolution des colonies de pucerons depuis la semaine précédente pour décider ou non de la pertinence d'intervenir, etc. La distance devient alors un facteur déterminant jouant sur la fréquence d'observation, puis sur les coûts et les formes d'intervention.

Une enquête réalisée par la chambre d'agriculture de Bretagne évalue que le travail d'une parcelle située à 10 km induit des temps de chantier quasiment multipliés par trois et une consommation de fuel multipliée par 3,5 par rapport à une parcelle située à 0,7 km du siège de l'exploitation. Le coût du travail augmente lui aussi avec l'éloignement des parcelles.

Une réponse concrète à la distance consiste dès lors à privilégier des cultures bien maîtrisées et faciles à conduire, disposant d'un arsenal de solutions préventives et curatives, grâce à des traitements efficaces, génériques et flexibles, fondés sur les produits phytosanitaires.

Une baisse inquiétante du nombre d'exploitations

À partir des données du recensement agricole de 2010, une étude de 2018 estime que si les tendances se maintiennent, le nombre total d'exploitations en 2025 avoisinera les 342.000, soit une baisse de 150.000 par rapport à 2010.

Les exploitations spécialisées en grandes cultures seraient particulièrement touchées par cette diminution : les effectifs chuteraient de près de 50 %, contre un peu plus de 30 % pour l'ensemble des exploitations. Près de 6.800 communes — soit 20 % — ne comptent plus qu'une à trois exploitations en 2016, soit 25 % de plus qu'en 2002 : autant de territoires susceptibles de voir disparaître la dernière exploitation.

L'agroécologie, une exigence de proximité

Les pratiques agroécologiques, quant à elles, exigent du travail qualifié ; du pilotage et du suivi au plus proche des cultures ; et enfin de la mécanisation. En d'autres termes, elles mobilisent des facteurs dont les coûts d'utilisation et de mise en œuvre augmentent avec les distances à parcourir entre le siège et les parcelles.

Le modèle de production majoritaire en grandes cultures en France et en Europe se trouve ainsi face à une difficulté majeure, avec un système passablement verrouillé.

Il reste quelques raisons d'espérer. Certains outils connectés peuvent accompagner la simplification du suivi des parcelles, désormais réalisable en partie à distance.

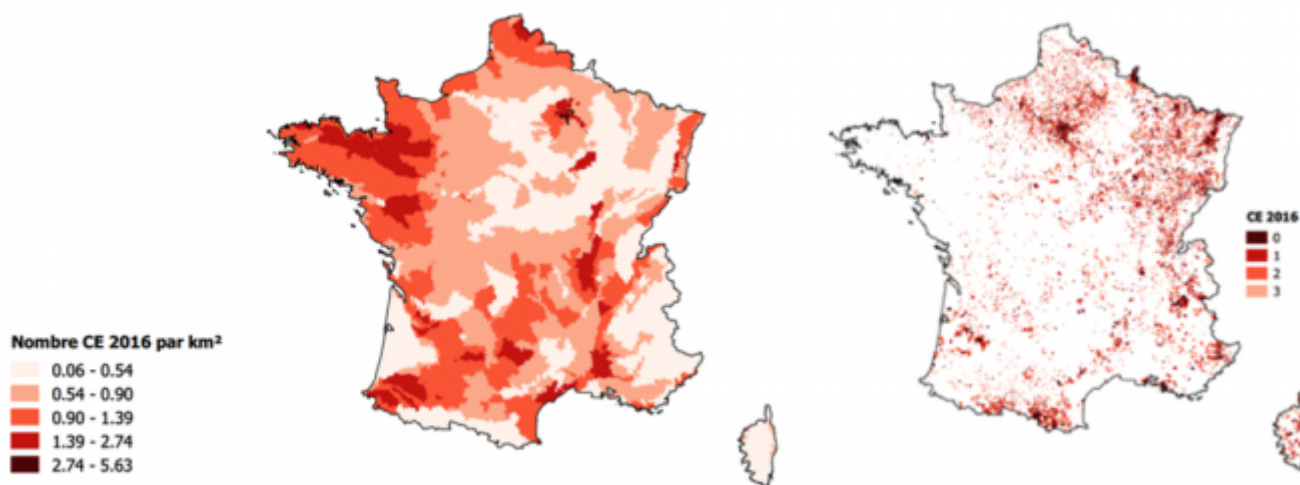
Les outils d'échanges de parcelles ou de *co-farming* — gestion commune et échanges de parcelles — fournissent aussi des exemples intéressants.

Priorité, le renouvellement des agriculteurs

Reste que le maintien des agriculteurs sur le territoire constitue une clé importante des systèmes agricoles durables.

Nous défendons ici l'idée que l'aide à l'installation et à la reprise d'exploitations constitue un levier de la politique agricole commune (PAC) à mobiliser massivement dès à présent. Et pourquoi ne pas envisager un soutien renforcé quand les pratiques en faveur de l'environnement permettent aussi le maintien de l'emploi dans le secteur ?

Le renouvellement générationnel est l'un des neuf objectifs communs du cadre européen de la [réforme de la PAC post-2020](#) proposé par la Commission européenne.



Face au vieillissement, tous les États membres de l'Union seront conduits à soutenir une « stratégie en faveur du renouvellement des générations », couvrant notamment l'accès à la terre, au crédit et à la connaissance, ainsi que des dispositions fiscales sur la transmission du patrimoine. Reste à voir quels seront les choix français pour dépasser les mesures actuelles de la PAC en faveur de l'installation des jeunes agriculteurs.

Cette tribune a été initialement publiée sur le site [The Conversation](#).

THE CONVERSATION

Source : [The Conversation → <https://theconversation.com/pour-en-finir-avec-les-pesticides-il-faut-aussi-des-agriculteurs-dans-les-champs-106978>]

Photo :

. chapô : Travail collectif de la terre sur la Zad de Notre-Dame-des-Landes en janvier 2018. © Claire Baudiffier/Reporterre

- Dans les tribunes, les auteurs expriment un point de vue propre, qui n'est pas nécessairement celui de la rédaction.

- Titre, chapô et intertitres sont de la rédaction.

- Emplacement : Accueil > Editorial > Tribune >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Pour-en-finir-avec-les-pesticides-il-faut-aussi-des-agriculteurs-dans-les-champs>

